

Le Luxembourg face à la 3^e révolution technologique

Lors de son discours prononcé il y a un an à l'occasion de la Foire d'Automne 1986, Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Economie a insisté sur le rôle primordial d'un facteur moteur de l'essor économique d'un pays, à savoir le développement et l'application à une vitesse accélérée de nouvelles technologies dans les activités de production et de prestation de services. Il a regretté la détermination de certains qui voient l'industrie européenne disparaître au profit des économies asiatique ou américaine, soulignant les atouts certains dont nos entreprises disposent et dont il importe de tirer profit au maximum dans la course engagée.

Dans ce contexte, il y a lieu d'insister une fois de plus sur la responsabilité des pouvoirs publics qui doivent garantir aux entreprises un cadre d'ordre général et d'ordre spécifique dans lequel se fera la promotion de l'innovation indispensable à l'adaptation continue des entreprises aux exigences de la technique de pointe.

Sur un plan général, les entreprises luxembourgeoises doivent être mises sur un pied d'égalité avec leurs concurrents étrangers et la Chambre de Commerce ne se lasse de clamer la nécessité de maintenir et de développer la compétitivité des entreprises implantées dans une économie de petit espace et forcées d'écouler leurs produits et services sur les marchés internationaux très concurrentiels.

Dans le domaine de l'innovation et de l'adaptation au niveau technologique le plus élevé, les entreprises luxembourgeoises sont également désavantagées par rapport à leurs concurrents étrangers entre autres du fait de l'absence d'universités et de centres de recherches publics importants et de l'impossibilité pour l'Etat luxembourgeois de financer des grands projets de recherche à exécuter par les entreprises privées, tel que c'est le cas dans tous les pays étrangers.

Pour pallier à ces inconvénients, le Gouvernement luxembourgeois, à l'instar des autorités d'autres petits pays, s'est lancé depuis quelques années dans la voie de l'assistance à l'innovation.

C'est en ce sens qu'il faut voir la mise à disposition de plus de 300 millions de francs, avec lesquels le Ministère de l'Economie et la SNCI ont soutenu la réalisation de plus de 50 projets de recherche-développement depuis 1981.

La mise en place des Centres de Recherche publiques, initiée par la loi du 9 mars 1987 sur l'organisation de la recherche et le transfert de technologies, va certainement favoriser le recours des entreprises aux ressources et aux connaissances disponibles auprès des laboratoires publics.

Rappelons d'autre part que le Ministère de l'Economie a créé en 1984 avec le concours de la Chambre de Commerce et de la Fédération des Industriels un service de promotion et d'assistance à l'innovation, dénommé Luxinnovation. Ce service, qui est implanté dans l'immeuble de la Chambre de Commerce, est chargé d'informer sur les technologies nouvelles, de susciter l'innovation dans les entreprises, de soutenir les actions d'innovation, de favoriser la communication et la collaboration entre tous les partenaires impliqués dans le processus de l'innovation et d'assister les entreprises dans l'établissement et la présentation de leurs dossiers de demandes d'aides.

La Chambre de Commerce se doit de féliciter le Gouvernement des initiatives prises et de l'encourager à continuer son effort de promotion tout en veillant à créer l'environnement nécessaire à l'éclosion des entreprises. D'un autre côté, elle recommande aux entreprises de prendre recours aux possibilités offertes dans le cadre du programme d'encouragement de la Recherche/Développement et se tient à leur disposition pour tout renseignement utile.

Les mesures prénommées devraient aider les entreprises à suivre de près l'évolution scientifique et technologique mondiale, car il va sans dire que face à la concurrence internationale, elles ne pourront subsister à moyen terme que si elles réussissent à rester parmi les plus performantes et les plus innovatrices dans leur spécialité.

LA FEDERATION DES JEUNES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DE LUXEMBOURG

organise le **lundi, 26 octobre 1987 de 16 h. à 18h30**
une Bourse d'affaires, de rencontres, d'échanges et d'opportunités:

ENTREPRENDRE '87

qui rallie l'offre et la demande

**Projets — Savoir-Faire — Capitaux — Cession et Reprise d'entreprises
Brevets et Licences — Commercialisation — Fabrication.**

Lieu: CHAMBRE DE COMMERCE, 7, rue Alcide de Gasperi, LUXEMBOURG

- Accueil - Inscriptions à partir de 16 h.
- Affichage - Rencontres 16h30-18h30

ENTREPRENDRE '87 vous offre un moyen discret de rencontrer **votre futur partenaire**

En collaboration avec:

**La Chambre des Métiers - Fédération des industriels luxembourgeois
Confédération du Commerce luxembourgeois - Fédération des artisans.**

Espagne - mission économique luxembourgeoise

Afin de présenter le potentiel de l'économie luxembourgeoise, une mission économique luxembourgeoise présidée par S.A.R. le Grand-Duc héritier et conduite par M. R. Goebbels, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur se rendra en Espagne du **9 au 14 novembre 1987**. Au programme figurent des réunions avec les hommes d'affaires des villes de Madrid, Valence, Barcelone et Bilbao ainsi que des contacts individuels qui seront organisés pour chaque participant.

Les entreprises, intéressées à une participation, sont priées de se faire connaître, jusqu'à la fin du mois de septembre, à la Chambre de Commerce.



Votre succès
dépend beaucoup
de l'efficacité
de votre
partenaire bancaire.

Nous sommes
à votre service.

**CAISSE D'EPARGNE
DE L'ETAT
LUXEMBOURG** BANQUE
DE L'ETAT

CHAMBRE DE COMMERCE

COURS DU SOIR

Session 1987-88

Cours de Comptabilité Commerciale

1ère année

1. Les documents commerciaux
2. La lettre de change
3. La comptabilité en partie double

...

Jour: - lundi (lux.)
- mercredi (franç.)

Prochaine séance:
19 ou 21 septembre 1987

2ème année

1. La théorie comptable fondamentale
2. Les travaux de fin d'année
3. L'évaluation des biens de l'actif net investi
4. La comptabilité à la lumière de la 4^e directive communautaire

...

Jour: - mardi (lux.)
- jeudi (franç.)

Début: 20 ou 22 octobre 1987

3ème année

1. Eléments d'analyse financière
2. Notions de législation et de pratique fiscale

...

Jour: mardi (lux.)

Début: 20 octobre 1987

Cours de Correspondance Commerciale

FRANÇAIS

1. Étude de la forme et du fond de la lettre commerciale
2. Terminologie du langage des affaires
3. Explication des principaux faits et des opérations donnant lieu aux échanges de correspondance
4. Exemples pratiques et exercices de rédaction
5. Rappels d'orthographe et de grammaire

Jour: jeudi
Début: 22 octobre 1987
Lieu: Chambre de Commerce,
Kirchberg

ANGLAIS

Jour: mercredi
Début: 21 octobre 1987

Durée: 6 mois
à raison d'une séance par semaine

Les inscriptions pour ces cours sont reçues lors des prochaines séances.

Le droit d'inscription est fixé à 1.500.- F par cours, à virer au CCP 55983-14 de la Chambre de Commerce, service de la formation continue.

Cours de Fiscalité

Première année :

- a) Impôts directs : impôt sur le revenu des personnes physiques
- b) Impôts indirects : taxe sur la valeur ajoutée

Deuxième année :

- a) 1° Impôt sur le revenu des personnes physiques
- 2° Impôt sur le revenu des collectivités
- 3° Imposition des sociétés de personnes
- 4° Imposition des sociétés de capitaux
- 5° Loi d'adaptation
- 6° Loi générale
- 7° Loi sur l'évaluation des biens et valeurs
- 8° Impôt sur la fortune
- b) 1° Retenue d'impôt sur les traitements et salaires
- 2° Retenue d'impôt sur les revenus de capitaux
- 3° Retenue d'impôt sur les tantièmes
- 4° Impôt commercial communal
- 5° Imposition des non résidents : - personnes physiques
- personnes morales .
- c) Conventions internationales

Durée: 8 mois
à raison de deux séances par semaine

Les inscriptions pour les cours de fiscalité seront reçues lors des prochaines séances.

Le droit d'inscription est fixé à 3.500.- F, à virer aux comptes CCP 23402 ou Banque Internationale 0-102/8147 de la Société de Comptabilité.

Toute information supplémentaire sera donnée lors de l'ouverture des cours.

**Tous les cours, à l'exception du cours de correspondance française, sont donnés à l'Athénée, 24, Bd Pierre Dupong à Luxembourg de 18.15 à 20.00 heures.
Pour des renseignements suppl. appeler le no 43 58 53.**

Die wichtigsten Bestimmungen zur Preisgestaltung im Handel

Die Preisreglementierung

Wir leben in einem System der sozialen Marktwirtschaft: die Unternehmen treffen ihre Entscheidungen in eigener Verantwortung, und der Staat greift nur in das Betriebsgeschehen ein, um Maßnahmen von allgemeinem Interesse zu treffen oder um die wirtschaftlich Schwächeren zu stützen.

Dieser Grundsatz ist auch bei der Preisgestaltung maßgebend: es ist nicht die Aufgabe des Staates, alle Preise im Handel festzusetzen, im Gegenteil, die Preise entwickeln sich aus dem Zusammenspiel des Konkurrenzdruckes und der Notwendigkeit der Kostendeckung. Oder anders ausgedrückt, ein Betrieb kann nur überleben, wenn seine Verkaufspreise die Betriebskosten abdecken und einen angemessenen Gewinn zulassen. Sind die Preise jedoch zu hoch angesetzt, dann wendet der Kunde sich dem Konkurrenten zu, dessen Preise vorteilhafter sind. Auf diese Weise sorgt der Markt auf die Dauer für eine ausgewogene Preisbildung, die sowohl den Bedürfnissen der Betriebe als auch den Wünschen der Verbraucher Rechnung trägt.

Allerdings funktioniert dieses System nicht immer einwandfrei in der Praxis. Deshalb greift der Staat manchmal

ein um die Preisentwicklung zu beeinflussen, um einem fehlerhaften Wettbewerb entgegenzuwirken, oder um die Interessen des wirtschaftlich Schwächeren zu verteidigen.

In den folgenden Zeilen soll versucht werden, die wichtigsten Bestimmungen zur Preisreglementierung zusammenzufassen.

Das Preisamt (*)

Das Preisamt (Office des Prix) ist eine Dienststelle des Wirtschaftsministeriums, die die Preisgestaltung im Handel überwacht.

Das Gesetz vom 7. Juli 1983 gibt dem Preisamt das Recht, von Geschäftsleuten Auskunft über ihre Preiskalkulation zu verlangen, es kann die Buchführung einsehen, sowie die Rechnung überprüfen. Das Preisamt nimmt auch Beschwerden von Kunden entgegen, um sie zu überprüfen.

Stellt das Preisamt Verstöße gegen die Preisreglementierung fest, so kann es in diversen Fällen Geldbußen bis zu 50.000.- Franken verhängen. Daneben kann über ein Gerichtsverfahren eine Geldbuße bis zu 1.000.000.- Franken, eine Verurteilung bis zu drei Jahren Gefängnis, die Beschlagnahmung der zu überhöhten Preisen angebotenen Waren, sowie eine zeitweilige Schließung des Geschäftslokales angeordnet werden.

Neben dem Preisamt besteht eine Preiskommission, die sich aus Vertretern der Verbraucher, der Produzenten, des Handels und des Handwerks zusammensetzt. Diese Preiskommission hat eine beratende Funktion, sie gibt insbesondere Gutachten ab zu Fragen bezüglich der Festsetzung von Preisen.

Der normale Verkaufspreis

Bestehen in einem gewissen Bereich keine speziellen Bestimmungen, so ist es verboten einen Preis festzusetzen der über dem Normalpreis liegt. Diese Regelung, die sowohl auf Waren als auch auf Dienstleistungen anwendbar ist, wirft die Frage nach der Bestimmung des normalen Verkaufspreises auf. Der normale Preis wird von Fall zu Fall vom Preisamt anhand einer betrieblichen Kostenkalkulation beurteilt, wobei im Streitfall gegebenenfalls ein endgültiges Urteil von der zuständigen Gerichtsstanz gefällt werden muß. In der Praxis vergleicht das Preisamt den umstrittenen Preis mit dem von anderen Konkurrenten errechneten Verkaufspreis, es prüft die Kostenkalkulation, und es errechnet die Gewinnmarge, um auf diesen Unterlagen den Verkaufspreis zu beurteilen. Das Preisamt kann die Geschäftspapiere und die Buchführung eines Betriebes einsehen, um die Preiskalkulation der angebotenen Waren zu überprüfen.

(*) Adresse: Office des Prix
19-21, bd Royal
Luxembourg
Tél.: 4 79 41

**EUROPAGES N'EST PAS POUR
LES RETARDATAIRES, IL MET LE
COMMERCE A L'HEURE DE
L'EUROPE.**



Être présent dans Europages, c'est prospecter 11 pays européens dans lesquels 286 000 exemplaires parlent de vous. Ouvrir Europages, c'est rencontrer 130 000 entreprises européennes répertoriées par secteur d'activité. Europages 5^e édition: pour vendre large et acheter mieux.

EUROPAGES. L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES.
EUREDIT, 8, rue de l'Hôtel-de-Ville, 92200 Neuilly-sur-Seine, France. Tél: (1) 47 47 03 70.

Bei Importwaren wird der normale Verkaufspreis durch einen Vergleich mit dem im Ursprungsland üblichen Verkaufspreis ermittelt. Dabei wird der Verkaufspreis des Auslandes ohne Mehrwertsteuer zum offiziellen Wechselkurs in Luxemburger Franken umgerechnet, dieser Preis wird um einen forfaitären Satz von 5 Prozent erhöht, um den allgemeinen Importkosten Rechnung zu tragen und zusätzlich werden die eventuellen Zollabgaben, die Transport- und Versicherungskosten, sowie die Luxemburger Verbrauchssteuern hinzugerechnet.

Für gewisse Handelssektoren hat das Preisamt Tabellen ausgearbeitet um die Preisberechnung für importierte Waren zu vereinfachen. So stellt das Preisamt regelmäßig offizielle Umrechnungssätze für den Verkauf von ausländischen Büchern auf, die beim Umrechnen der in den jeweiligen Ländern üblichen Verkaufspreise anwendbar sind.

Die Höchstpreise

Für einzelne Produkte haben großherzogliche Beschlüsse Höchstpreise festgesetzt. Diese Regelung betrifft insbesondere pharmazeutische Produkte, gewisse Dienstleistungen, wie Taxifahrten, Lebensmittel des täglichen Bedarfs, z.B. Brot, Butter, Milch, sowie in Gaststätten verkauftes Pilsener Bier oder Luxemburger Tafelwein. Für Erdölprodukte Benzin, Heizöl usw., und für Kaffee werden die Höchstpreise in Anlehnung an die in Belgien angewandten Programmabmachungen („contrats programmes“) errechnet.

In einzelnen, meist handwerklichen Produktionsbereichen (z.B. Autowerkstätten) hat das Preisamt maximale Majorationssätze festgelegt. Diese Koeffizienten setzen indirekt auch Höchstpreise fest, da sie für die Verrechnung der Arbeitskosten, der Materialkosten, usw. maßgebend sind.

Wichtig ist, daß die Höchstpreise als Obergrenze anzusehen sind: die Betriebe haben durchaus das Recht, ihre Waren und Dienstleistungen unter diesem Höchstpreis anzubieten. Abweichend zu diesem Grundsatz bestimmt der ministerielle Beschluß vom 26. September 1980, daß der auf der Steuermarke bei Tabakprodukten ausgewiesene Preis einen Festpreis darstellt, der nicht unterboten werden darf.

Die Preismarge

In verschiedenen Geschäftsbereichen sind maximale Preismargen festgesetzt, wobei unter dem Begriff „Preismarge“ das Verhältnis vom Verkaufspreis zum Einkaufspreis (zuzüglich Zollabgaben, Transportkosten und Versicherungsprämien) zu verstehen ist, wobei die Preise jeweils ohne Mehrwertsteuer berechnet sind. Diese Regelung trifft besonders auf Wohnmöbel zu.

Die Regelung über die Preismargen schließt die Bestimmungen über die normalen Verkaufspreise nicht aus; im Einzelfall ist die Regelung anzuwenden, die zu den niedrigsten Verkaufspreisen führt.

In der Möbelbranche müssen die Importhändler ihre Preisliste den entsprechenden Unterlagen und der Preiskalkulation in ihrem Sitz zur Einsicht durch das Preisamt auflegen haben. Die Preisreglementierung für Wohnmöbel verpflichtet Großhändler und Importhändler dem Wiederverkäufer den Höchstpreis für Verkäufe an Endverbraucher auf der Rechnung anzugeben.

Für die Berechnung der Preismarge wird der Nettoimportpreis zu Grunde gelegt; eventuelle Preisnachlässe, Skonto und Rabatte werden vom Einkaufspreis abgezogen, bevor die Preismarge ermittelt wird. Gewährt ein Großhändler bzw. Importhändler einem Einzelhändler einen Preisnachlaß, so darf der Einzelhändler die Preismarge auf dem Bruttopreis, Preisnachlaß inbegriffen, berechnen.

Die Preiserhöhungen

Der großherzogliche Beschluß vom 8. Januar 1971, abgeändert durch den großherzoglichen Beschluß vom 21. Juni 1973, verpflichtet die Produzenten, Dienstleistungsbetriebe und Importhändler dem Preisamt jede Preiserhöhung 60 Tage im voraus mitzuteilen. Diese Bestimmung ist praktisch auf alle auf dem Luxemburger Markt angebotenen handelsüblichen Waren und Dienstleistungen anwendbar sofern sie unter die Zuständigkeit des Preisamtes fallen. Allerdings sind Preiserhöhungen von dieser Mitteilungspflicht entbunden, wenn sie sich direkt aus einer Erhöhung der Verbrauchssteuern ergeben. Von dieser Regelung sind gewisse Produkte, insbesondere Rohstoffe und Agrarerzeugnisse, die auf den internationalen Märkten gehandelt werden, verderbliche oder saisongebundene Waren, wie Frischgemüse, Wild, Fisch, sowie ausländische Originalweine, ausgenommen. Allerdings unterliegen Preiserhöhungen der erwähnten Artikel dieser Mitteilungspflicht, wenn sie sich aus einer Erhöhung der in Prozenten ausgedrückten Gewinnmarge ergeben.

Diese Mitteilung muß laut Reglement per Einschreibebrief an das Preisamt gerichtet werden. Dabei ist die Preiserhöhung durch Zahlenangaben bezüglich des Gestehungspreises und buchhalterische Unterlagen zu belegen, und der Ursprung und der Einkaufspreis der eingeführten Waren oder Dienstleistungen muß angeführt werden. Ebenso muß die Mitteilung eine Übersicht über die Preisbildung vom Produzenten bis zum Verbraucher, sowie Angaben zum bisherigen Preis, zum erhöhten Preis und zum Datum der voraussichtlichen Inkraftsetzung der geplanten Preiserhöhung enthalten. Schließlich wird bei Importartikeln ebenfalls ein Vergleich mit dem im Ursprungsland üblichen Verkaufspreis verlangt.

Nach dem Einreichen aller Unterlagen kann das Preisamt während 30 Tagen zu der Mitteilung Stellung beziehen: es kann weitere Informationen anfordern, die Preiserhöhung annehmen, oder aber die Preiserhöhung ablehnen.

Fällt das Preisamt während der genannten Frist von 30 Tagen keine Entscheidung, so gilt die Mitteilung als stillschweigend angenommen.

Die Produzenten, Importhändler und Großhändler sind verpflichtet, ihrer Kundschaft auf der Rechnung selbst oder einem getrennten Dokument zu bezeugen, daß sie ihre Preissteigerungen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen durchführen. Der Einzelhandel kann die im Großhandel vom Preisamt genehmigten Preiserhöhungen in den Verkaufspreis einberechnen. Diese Preiserhöhungen des Einzelhandels unterliegen keiner Mitteilungspflicht, wenn die in Prozent ausgedrückte Gewinnmarge des Einzelhändlers nicht angehoben wird.

Oft reduzieren Produzenten, Importateure, Einzelhändler im Rahmen einer Werbeaktion zeitweilig ihre Gewinnmarge, um Sonderangebote bei einzelnen Waren durchzuführen. Wenn das betreffende Unternehmen das Preisamt spätestens am ersten Tag ihrer Anwendung von der Preissenkung informiert, so kann das Geschäft nach Ablauf der Werbeaktion wieder die vorherigen höheren Preise anwenden, ohne eine entsprechende Mitteilung an das Preisamt zu richten.

Die Bestimmungen über die Preiserhöhungen sind also sehr weitgefächert. Ihre strikte Anwendung stößt in verschiedenen Fällen auf praktische Probleme, da die allgemeinen Gesetzesbestimmungen nicht ohne weiteres auf alle Geschäftszweige übertragen werden können. Deshalb erteilt der großherzogliche Beschluß vom 8. Januar 1971 dem Preisamt das Recht, in berechtigten Fällen Ausnahmeregelungen anzunehmen. In jedem Fall sollten die betroffenen Firmen bei Preiserhöhungen die einschlägigen Bestimmungen beachten, beziehungsweise, im Problemfall, eine Absprache mit dem Preisamt treffen.

Die Preismarkierung

Die öffentliche Angabe der Einzelhandelspreise ist obligatorisch für jede Ware und Dienstleistung, welche zum Verkauf angeboten wird.

Als zum Verkauf angeboten gelten alle Waren:

- welche im Inneren der dem Publikum zugänglichen Geschäftsräume ausgelegt sind

- welche in inneren und äußeren Schaufenstern ausgestellt sind, oder

- welche an Handelsmessen und Sonderausstellungen vorgestellt werden, ausgenommen Ausstellungen ohne Geschäftszweck sowie Verkaufsstellungen von alten Möbeln und von Originalkunstwerken.

Reine Dekorationsgegenstände brauchen selbstverständlich nicht markiert zu werden. Diese Regelung ist sowohl auf Einzelhändler, fahrende Händler, Handwerker und Gärtner als auch auf Hotel-, Restaurations- und Gaststätteninhaber sowie Dienstleistungsbetriebe anwendbar. Großhändler und Hersteller sind nicht von dieser Regelung betroffen, sofern sie ihre Waren und Dienstleistungen nicht an Privatkunden anbieten. Aus Sicherheitsgründen erlaubt der großherzogliche Beschluß vom 8. April 1986 die Ausstellung von Uhren, Schmuck und Silberwaren ohne Preismarkierung, sowohl im Schaufenster als auch im Verkaufsraum, sofern der Verkaufspreis 75.000.- Franken übersteigt. Allerdings müssen diese Wertgegenstände so ausgezeichnet sein, daß sie im Inneren des Geschäftes auf einer Preisliste identifiziert werden können.

Die Preismarkierungen müssen schriftlich in einer augenscheinlichen und unzweideutigen Art und Weise gemacht werden. Die Preise sind in Luxemburger Franken auszudrücken, wobei die Mehrwertsteuer einbegriffen ist, können aber auch in Fremdwährungen ausgedrückt sein.

Wenn die Waren individuell voneinander verschieden sind, ist die Markierung jedes einzelnen Artikels erforderlich. Bei wesensgleichen Artikeln, welche z.B. in Regalen ausgelegt sind, genügt eine kollektive Preisauszeichnung. Die direkte Preismarkierung kann durch eine im Geschäft frei verfügbare Preisliste ersetzt werden, wenn ähnliche Waren in verschiedenen Größen angeboten werden, oder wenn die Vielzahl der Aufmachungen einer Gruppe ähnlicher Waren eine individuelle oder kollektive Preisauszeichnung praktisch unmöglich macht. Diese Vereinfachung gilt jedoch nur für Waren, die in den Regalen oder in Schaufenstern ausgestellt sind.

Die Preisangabe erfolgt nach Gewicht, Maß, Größe oder pro Stück, in den jeweils handelsüblichen oder gesetzlich vorgeschriebenen Einheiten. Der Verkauf von Waren, die nicht nach den üblichen Maßen des metrischen Systems verpackt sind, ist an sich zwar erlaubt, in diesem Fall muß eine eventuelle Werbung jedoch den Preis pro Verkaufseinheit im metrischen System angeben. Im allgemeinen, wenn die Werbung eine Preisangabe enthält, so ist dieser Information das entsprechende im metrischen System ausgedrückte Maß zuzufügen.

Neben diesen allgemeinen Bestimmungen bestehen besondere Vorschriften für die Preisangabe bei Fleischwaren, Möbeln und Elektroartikeln. Dienstleistungsbetriebe, wie z.B. Wäschereien, Mietwagenunternehmen, Haarschneider, müssen eine Preisliste mit den geläufigsten Dienstleistungen gut sichtbar sowohl in einem Schaufenster als auch im Geschäftslokal aufhängen.

Hotelinhaber sind verpflichtet, die Mietpreise in den einzelnen Zimmern mit der Angabe der Belegungsdauer anzugeben. In der Hotel-, Restaurations- und Gaststättenbranche sind die Verkaufspreise, soweit sie sich nicht auf Zimmervermietung und Pension beziehen, sowohl außerhalb als auch innerhalb des Betriebes gut sichtbar anzugeben. Diese Preislisten müssen ein Vermerk „Preis

EUROPAGES N'EST PAS POUR LES TIMIDES, IL OUVRE TELLEMENT DE MARCHÉS NOUVEAUX.



EURO PAGES
THE EUROPEAN BUSINESS DIRECTORY

Être présent dans Europages, c'est prospecter 11 pays européens dans lesquels 286 000 exemplaires parlent de vous. Ouvrir Europages, c'est rencontrer 130 000 entreprises européennes répertoriées par secteur d'activité. Europages 5^e édition: pour vendre large et acheter mieux.

EUROPAGES. L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES.
EUREDIT, 8, rue de l'Hôtel-de-Ville, 92200 Neuilly-sur-Seine, France. Tél: (1) 47 47 03 70.

DOSSIER

alles einbegriffen" oder „prix tout compris" beinhalten; die Mehrwertsteuer sowie gegebenenfalls die Bedienung sind obligatorisch im Preis enthalten.

Die gebundenen Preise

Der großherzogliche Beschluß vom 9. Dezember 1965 verbietet das System der vertikalen Preisbindung, durch die Produzenten oder Importhändler dem Handel minimale Verkaufspreise vorschreiben. Dieses Verbot ist grundsätzlich auf alle Waren und Dienstleistungen anwendbar; ausgenommen sind lediglich Bücher, Zeitschriften und andere Presseprodukte sowie spezifische Waren und Dienstleistungen, für welche der Wirtschaftsminister zeitlich begrenzte Sonderregelungen genehmigt hat.

Produzenten, Importateure oder Großhändler dürfen einen gewissen Verkaufspreis empfehlen oder vorschlagen, beziehungsweise den maximalen vom Preisamt erlaubten Verkaufspreis angeben, aber diese Empfehlungen dürfen nie einen zwingenden Charakter haben.

Insbesondere haben Lieferanten nicht das Recht, Bestellungen von gewissen Handels- oder Dienstleistungsbetrieben abzulehnen, in der Absicht um auf diese Weise das Verbot der vertikalen Preisbindung zu umgehen. Wenn ein Einzelhandelsgeschäft seine Waren unter dem empfohlenen Preis anbietet, so muß der Großhändler nichtsdestoweniger Waren an diese Firma liefern, sofern die Bestellungen als normal zu bezeichnen sind.

Produzenten, Importhändler und Großhändler dürfen ihre

Waren oder Dienstleistungen zu differenzierten Preisen anbieten, sofern dieser Preisunterschied den Handelsbräuchen entspricht. Allerdings dürfen die Preisdiskriminierungen nicht dazu dienen, das Verbot der gebundenen Verkaufspreise zu unterlaufen.

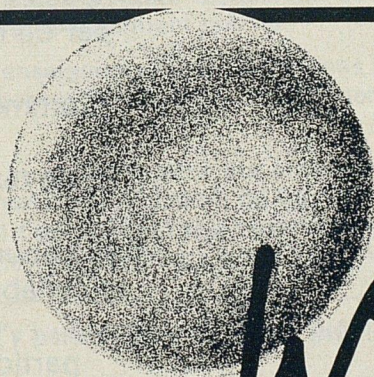
Der Verlustverkauf

Das Gesetz vom 27. November 1986 verbietet den Verkauf von Waren zu Verlustpreisen an Endverbraucher. Unter Verlustpreisen sind Verkaufspreise zu verstehen, die unter dem effektiv verrechneten Einkaufspreis liegen, beziehungsweise die niedriger als die bei einer Neubestellung anfallenden Einkaufspreise sind. In diesem Text bezeichnet der Begriff „Einkaufspreis" den Nettopreis, der an den Lieferanten zu zahlen ist, abzüglich aller Rabatte oder Preisnachlässe welche vom Lieferanten bei der Verrechnung gewährt werden.

Von dieser Regelung sind verderbliche Waren, wie z.B. Frischgemüse, ausgenommen, sofern diese Produkte kurzfristig abgesetzt werden müssen. Ebenso können Waren zu Verlustpreisen verkauft werden, wenn ihr Wert infolge einer Beschädigung oder des technischen Fortschritts erheblich gemindert wurde.

Während des Winter- und Sommerausverkaufs („soldes"), einer Braderie, oder eines Liquidationsausverkaufs dürfen Waren ebenfalls zu Verlustpreisen verkauft werden; diese Regelung rechtfertigt sich, weil die genannten Spezialverkäufe dazu bestimmt sind, schwer verkäufliche Waren abzusetzen.

Geist



und Materie

Wordplex

Luxembourg

Wordplex Information Systems
einer der führenden Hersteller
von Text- und Bürokommunikationssystemen

5, rue de l'Industrie
L-1811 Luxembourg
Tél.: 49 61 67 / Tlx: 3324 WPX

Luxembourg

1987/88



Le nouveau Kompass
Luxembourg est là!

Cette nouvelle édition a été complètement remaniée tant dans sa forme que dans son apparence. En effet dans un souci constant à la fois de standardisation et de facilité d'emploi, pour la 8^{ème} édition, Kompass Luxembourg a adopté la nouvelle nomenclature Euro-Kompass; nomenclature adoptée par de nombreux organismes officiels tels que les Communautés Economiques Européennes.

Nous tenons à remercier tous les milieux d'affaires luxembourgeois qui ont appuyé et collaboré à la réalisation de cette édition et plus particulièrement la Banque Internationale qui en assure la diffusion au Grand-Duché.

Toutefois si vous désirez des copies supplémentaires ou un complément d'information n'hésitez pas à nous contacter au 49 60 51

KOMPASS



Le leader européen du
Business to Business
Informations

Le label d'origine « Made in Luxembourg »

Sur initiative du Ministère des Affaires Etrangères, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers a été créé, en 1984, le label «Made in Luxembourg». Ce sigle sert à identifier, par un signe distinctif uniforme, les produits et services luxembourgeois et tient ainsi à souligner leur caractéristique commune qui est l'origine luxembourgeoise. Il permet, d'une part, de mieux faire connaître nos produits de qualité à l'étranger et, d'autre part, d'informer le consommateur luxembourgeois sur les produits indigènes.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ont enregistré ce signe distinctif en tant que marque collective au registre Benelux des marques (N° 302 799). Le label, dont le tracé est repris ci-contre, se compose d'une couronne stylisée, utilisée conjointement avec l'indication « Made in Luxembourg » ou « Luxembourg » selon le cas. Le dessin de la marque est normalement en couleur noire sur fond blanc. De plus le rapport entre les lettres et la couronne est également à observer. Un règlement déterminant les conditions d'octroi et les critères à remplir par l'entreprise luxembourgeoise a été déposé conjointement.

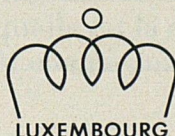
Les entreprises qui jugent que ce signe d'origine peut être un moyen de promotion supplémentaire pour l'écoulement de leurs produits et qui sont intéressées à l'utiliser soit sur leur produit, soit pour caractériser leur service peuvent introduire, selon leur affiliation resp. à la Chambre de Commerce ou à la Chambre des Métiers, une demande écrite auprès de l'une ou de l'autre institution sur un formulaire qui est mis à leur disposition et en s'engageant de respecter le règlement précité.

Pour de plus amples renseignements, les personnes intéressées peuvent s'adresser à la Chambre de Commerce (Tél.: 43 58 53).

Sur le tableau repris ci-après figurent les entreprises qui se sont vues octroyer par la Chambre de Commerce le droit d'usage du label d'origine « Made in Luxembourg » ou bien du label d'origine « Luxembourg » jusqu'à présent.

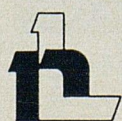
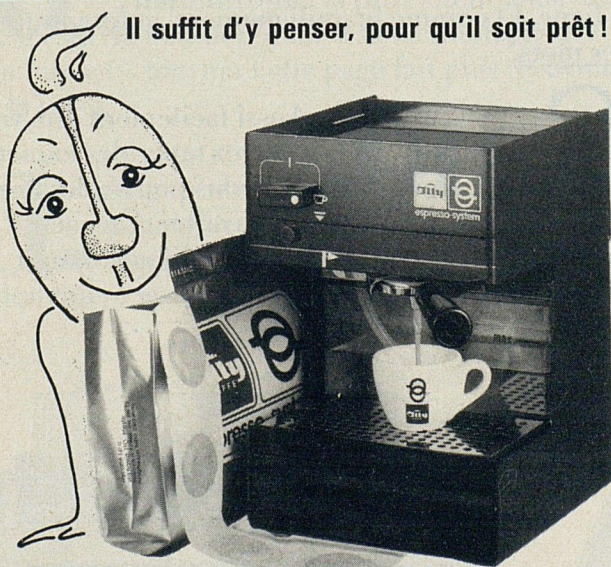


Accumalux S.A.
Ardoisières de Haut-Martelange S.A.
Centralmarketing
Ets. Max Crescentini
S.A. Dosetten
Du Pont de Nemours (Luxembourg) S.A.
Laiterie Ekabe
Emo Eischen-Mootz S.à.r.l.
Laboratoires des Spécialités du Dr. ERNST'S S.à.r.l.
Facotex S.à.r.l.
Imprimerie St. Paul
Informalux S.A.
Ipreco S.A.
M.A.K.
Omicron S.A.
Robin S.A.
Roboto
Sanitas-Medical
Somalit S.A.
World Rubber S.A.
Schram & Fils
Nonnemillen
Imprimerie Kremer-Muller
Compact Equipment
Husky Injection Molding Systems
Luxari
Soutirages Luxembourgeois
TradeArbed S.A.
J.B. Wagner S.e.c.s.
Weirich J. S.à.r.l.
Caves Gales & Cie S.e.c.s.
Lux-Development
Laborlux
InfoArbed S.à.r.l.
Association momentanée SWI,
Mme Wiechard-Schram Inge
Brasseries Réunies Mousel et Clausen
Stoll & Co Sleepsystems
Hydrolux S.à.r.l.
Couleurs Gérard S.à.r.l.



Minerais S.A.
Schremer Productions
Taimex International
S.A. des Eaux Minérales de Beckerich
Vinaigrerie Luxembourgeoise
Othon Schmitt S.à.r.l.
Société des Foires Internationales
M. Albert Limpach
Anthony Steinbach

Il suffit d'y penser, pour qu'il soit prêt !



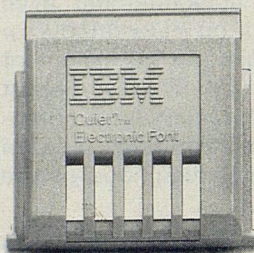
nico laPlume

Pourquoi je tiens
tant à ma machine
à écrire actuelle.

1. _____

Pourquoi, malgré cela
acheter une nouvelle
machine à écrire IBM.

1. Même si vous vous sentez bien avec votre bonne vieille machine, vous allez vous réjouir en découvrant les nouvelles machines à écrire IBM et aussi quelques nouvelles caractéristiques appréciables. Et qui s'apprennent en un clin d'œil.



2. Vous pouvez maintenant faire toutes les corrections d'un texte sans devoir retaper aucune de ses pages. En effet, tant l'IBM Superselectric que l'IBM

Thermotronic peuvent mémoriser jusqu'à 31.000 signes. Et vous les restituer à la moindre demande.

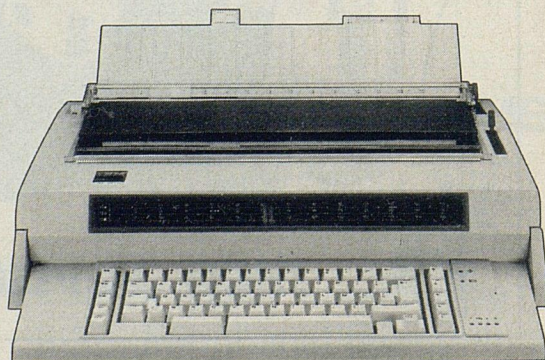
3. Si vous aimez le toucher des doigts sur un clavier IBM, soyez rassurées. Nous n'y avons rien changé. Nous y avons juste ajouté quelques améliorations. Comme de pouvoir ajuster le clavier dans différentes positions. C'est vous qui choisissez celle qui vous convient le mieux.

4. Pour centrer une ligne, plus besoin de compter le nombre de caractères et d'espacements. Sur une machine à écrire IBM cela se fait automatiquement. Comme le retour à la ligne. Et comme le soulignement automatique des mots.

Cinq. Aussi facilement que vous pouvez taper des caractères, vous pouvez les faire disparaître. Une seule touche à pousser pour effacer un signe, un mot ou même plusieurs lignes.



IBM 6715 Compact



IBM 6746 Superselectric I

6. Les machines à écrire IBM grandissent en même temps que votre entreprise. L'IBM 6715, la Superselectric et la Thermotronic peuvent toutes être connectées à des ordinateurs personnels et se transformer ainsi en imprimantes. Mais des imprimantes qui ont la qualité de frappe d'une machine à écrire.

7? ¿Espagnol? Si, señor. Si vous pouvez écrire l'espagnol, maintenant, vous pouvez dactylographier en espagnol. Et en 23 autres langues. Des roues d'impressions et des polices de caractères vous offrent tous les symboles et les accents dont vous avez besoin pour une correspondance internationale non seulement juste, mais ¡fantástica!

8. Le système Spell-Check reconnaît directement la faute de frappe au moment même où vous la frappez et vous en avertit par un bip. Plus de 50.000 mots sont conservés dans un dictionnaire et vous pouvez même y ajouter les noms et les mots propres à votre métier.

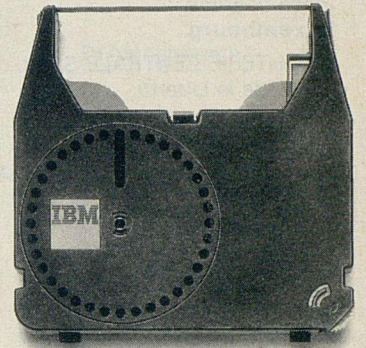
NEUF. De plus, il existe des douzaines de polices de caractères sur les machines à écrire IBM. Et sur l'IBM Thermotronic, par exemple, vous pouvez doubler la taille des caractères. Certains modèles disposent même de l'espacement proportionnel, on jurerait qu'une page imprimée sort de la machine à écrire.

10. Un des joyaux de la gamme, c'est l'IBM Thermotronic, la plus silencieuse de la famille. Grâce à sa technologie de «non impact», tourner cette page fait plus de bruit que la taper.

11. Aligner des colonnes de chiffres n'a jamais été aussi facile. La plupart des machines à écrire IBM alignent automatiquement les chiffres autour de la décimale.

11 1/48. Une seule touche suffit pour monter ou descendre le papier au millimètre près. Rien n'est plus simple maintenant que de remplir des formulaires pré-imprimés. Vous avez oublié une lettre? Certains modèles disposent même d'une touche de 1/2 retour arrière qui se positionne entre les lettres pour y intercaler le signe oublié sans recouvrir les 2 autres signes.

12. Maintenant, les rubans de frappe, les rubans de correction, les roues d'impression et les polices électroniques de caractères sont livrés dans des cassettes qui se placent toutes seules. Au revoir les doigts sales. Encore une bonne raison de changer de machine à écrire.

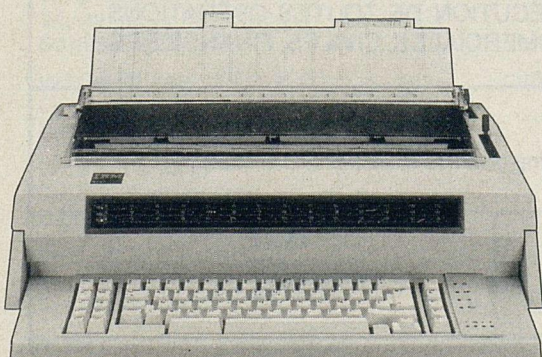


13. Grâce au display en option, facile à lire, vous pouvez voir votre texte avant qu'il ne soit imprimé. Et donc corriger les fautes éventuelles avant qu'elles ne soient imprimées.

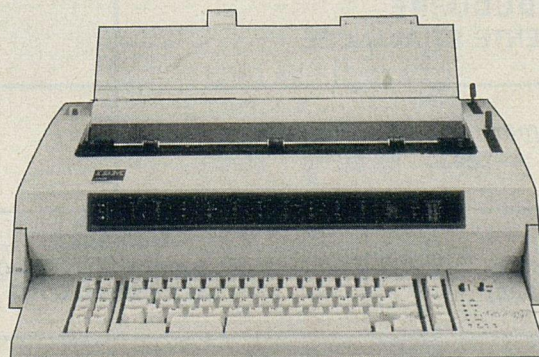
14. La vente des machines à écrire IBM est confiée aux IBM Authorized Dealers. Ils ont été spécialement choisis et formés pour vous aider à faire le meilleur choix suivant votre problème. Pour le Luxembourg, nos IBM Authorized Dealers sont: Computerland, au 48.32.03, et Telindus, au 45.09.15.



15. Et enfin, la plus grande qualité de ces machines à écrire est inscrite en toutes lettres (trois exactement) sur chaque machine. Il y a un I, il y a un B, et vous savez déjà quelle est la dernière lettre. M comme machine à écrire.



IBM 6747 Superselectric II



IBM 6750 Thermotronic

Ventes sous forme de liquidations

Les ventes sous forme de liquidations telles qu'elles ont été autorisées par le Ministère des Classes Moyennes sur base de l'article 8 de la loi du 27 novembre 1986 réglementant certaines pratiques commerciales et sanctionnant la concurrence déloyale. Situation au 26/08/87.

Entreprises	N° autorisation	Durée autorisée	Motif de liquidation
ARMENI Géo 34, rue de l'Alzette Esch/Alzette	c92/1987	01.07.87 - 01.10.87	Cessation totale
BECKER-STREFF Marie-Josée 2, rue Pierre Hentges Luxembourg	c77/1987	02.05.87 - 01.05.88	Cessation totale
BERMANN René Place de Paris Luxembourg	c80/1987	25.05.87 - 31.12.87	Cessation totale
BIJOUTERIE CENTRALE S.à.r.l. 11, av. de la Liberté Differdange	c95/1987	13.07.87 - 30.09.87	Transformation immobilière
BURG-MARTIN Julie Coin rue du Curé - rue du Fossé Luxembourg	c70/1987	04.05.87 - 15.09.87	Cessation totale
DEMUTH Nicolas Esch/Sûre	c81/1987	10.05.87 - 09.05.88	Cessation totale
DIEDERICH René 3, rue de la Gare 4734 Pétange	c10/1986	14.01.87 - 12.10.87	Cessation totale
DUARTE-WEBER Annie 5, rue Dicks Lentz Differdange	c90/1987	24.07.87 - 30.09.87	Transformation immobilière
EIRES Dolores 32, rue du Brill Esch/Alzette	c41/1987	13.02.87 - 12.02.88	Cessation totale
FABER Ernest 1, rue de Thionville Grevenmacher	c97/1987	01.07.87 - 31.12.87	Cessation totale
FEITLER Nicole 2, rue des Artisans Schifflange	c100/87	13.08.87 - 12.08.88	Cessation totale
FREILINGER-MATTON Flore 22, rue de la Gare Mersch	c102/1987	30.09.87	Cessation totale
GUERN Jean-Luc Centre Aldringen Luxembourg	c101/87	01.08.87 - 30.03.88	Cessation totale
HARYSPORTS S.à.r.l. 7, place de la Libération Diekirch	c48/1987	04.03.87 - 03.03.88	Cessation totale

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE DE LUXEMBOURG

TOUS LES SERVICES D'UNE
FIDUCIAIRE
COMPÉTENTE ET AVANCÉE



TRANS WORLD BUSINESS AND TRUST COMPANY OF LUXEMBOURG

UNE ORGANISATION MONDIALE POUR
L'EXÉCUTION DE TOUTES OPÉRATIONS
COMMERCIALES, CIVILES, FINANCIÈRES

Registre de Commerce de Luxembourg:
A-26425

Renseignements:
Mme Josette MULLER, Dir. Admin.

Téléphone:
2 02 98 (5 lignes)
47 41 64 (5 lignes)

Bureaux:
82, avenue Victor Hugo
LUXEMBOURG

Télex:
1856
TOSON LU

HOME DECOR S.à.r.l. 38, rue de Strasbourg 2560 Luxembourg	c13/1986	02.01.87 - 31.10.87	Cessation totale
IBENDAHL Brigitte 16, rue de la Chapelle 3392 Roedgen	c1/1986	02.01.87 - 03.12.87	Cessation totale
JOLIE MARIEE S.à.r.l. Luxembourg	c108/87	20.08.87 - 30.11.87	Transformation immobilière
KOOB Fr., succ. Jean GRAAS & Cie S.à.r.l. 6, rue de Bonnevoie Luxembourg	c107/87	16.08.87 - 14.08.88	Cessation totale
KRIER ET ASSELBORN S.E.N.C.	c85/1987	14.05.87 - 31.12.87	Cessation totale
KUTTEN Joseph 135, rue Lentz Bettembourg	c55/1987	16.03.87 - 15.03.88	Cessation totale
LE JOUET S.à.r.l. 11, av. Charlotte Differdange	c110/87	22.08.87 - 03.11.87	Déménagement
LOUVIGNY Fourrures S.à.r.l. 21, rue Louvigny Luxembourg	c12/1986	16.11.87	Cessation totale
MANGENEY Charles 22, Grand-Rue 1660 Luxembourg	c34/1987	01.03.87 - 01.03.88	Cessation totale
MULLER Marie-Louise ép. Wetzel 75, Grand-Rue Ettelbruck	c84/1987	14.05.87 - 13.05.88	Cessation totale
REDING-HIRSCH Andrée Helfent/Bertrange	c30/1986	01.02.87 - 31.01.88	Cessation totale
REISCH Maison S.à.r.l. 15, place du Marché Pétange	c111/87	15.09.87 - 10.10.87	Transformation immobilière
RELAX FASHION S.à.r.l. 61, av. de la Gare Luxembourg	c103/87	01.08.87 - 31.10.87	Transformation immobilière
SEIDEL Irène Dudelange	c51/1987	05.03.87 - 04.03.88	Cessation totale
SPORTS NL S.à.r.l. 9, Grand-Rue 7630 Grevenmacher	c57/1987	20.03.87 - 19.03.88	Cessation totale
STAUDER André, née BIX Lucie 24, rue de la Libération Esch/Alzette	c105/87	09.08.87 - 01.01.88	Cessation totale
STERNBERG S.e.c.s. Luxembourg	c53/1987	01.04.87 - 31.03.88	Cessation totale
STERNBERG S.e.c.s. Esch/Alzette	c53/1987	01.04.87 - 31.03.88	Cessation totale
THEWES Margot 36, place Guillaume Luxembourg	c93/1987	15.07.87 - 31.12.87	Cessation totale
THILL Joseph (Maison) S.à.r.l. 87, Grand-Rue 9051 Ettelbruck	c36/1987	10.02.87 - 09.02.88	Cessation totale
THULL Fernand Pétange	c64/1987	04.04.87 - 03.04.88	Cessation totale
TRIERWEILER Raymond 34, av. de la Libération Schifflange	c78/1987	02.05.87 - 01.05.88	Cessation totale
WAGNER Paul et Fils S.A. Coin r. Hogenberg/r. du Père Raphaël Luxembourg	c99/1987	17.07.87 - 17.09.87	Transformation immobilière
WECH Monique 20, rue Beaumont Luxembourg	c47/1987	02.03. - 01.03.88	Cessation totale
WOLLKISTE S.à.r.l. Centre commercial Les Arcades Niederanven	c106/1987	13.07.87 - 12.07.88	Cessation totale

Saisissez tous les atouts !

LEASING

la bonne formule
de financement

pour les indépendants, les PME,
les commerçants, artisans...

 **CREDIT
EUROPEEN**

Département Leasing

tél. 44 99 14 22

Foires et Expositions – Septembre/Octobre 1987

19.9.-24.9.1987 – Milan, Italie – SMAU

Salon International de Bureau – Tél.: 02/70 17 96

19.9.-27.9.1987 – Innsbruck, Autriche – IAM

Salon des Antiquités – Tél.: 05222/3 28 48

19.9.-27.9.1987 – Innsbruck, Autriche

Foire d'Automne – Tél.: 05222/2 59 11

20.9.-22.9.1987 – Berlin, RFA

Salon International du Prêt-à-Porter – Tél.: 030/211 20 07

20.9.-22.9.1987 – Berne, Suisse – BESPO

Salon Professionnel pour Articles de Sport d'Été et de Textiles
Tél.: 031/51 35 61

20.9.-23.9.1987 – Paris, France – QUOJEM

Salon Professionnel International de la Quincaillerie, Outillage, Jardinage, Bricolage – Tél.: 01/42 33 61 32

20.9.-23.9.1987 – Paris, France – SIMAVER

Journées Professionnelles du Salon International de la Motoculture de Plaisance, Jardinage – Tél.: 01/758 11 10

20.9.-23.9.1987 – Paris, France – SISEL VERT

Salon du Mobilier de Jardin et de la Décoration Extérieure
Tél.: 01/47 04 33 22

21.9.-24.9.1987 – Munich, RFA – IGAFA

Salon International de l'Hôtellerie et de la Gastronomie
Tél.: 089/5 10 70

22.9.-24.9.1987 – Hanovre, RFA – BIOTECHNICA

Exposition Internationale et Congrès de la Biotechnologie
Tél.: 0511/8 91

23.9.-30.9.1987 – Bruxelles, Belgique – BUREAU

Salon International de l'Équipement de Bureau, de l'Informatique et de la Télécommunication

24.9.-26.9.1987 – Salzburg, Autriche – AUSTRO BURO

Exposition Professionnelle d'Organisation de Bureau et des Techniques d'Information et de Communication
Tél.: 0222/26 65 26-0

24.9.-4.10.1987 – Zurich, Suisse – ZUSPA

Salon d'Automne des Arts Ménagers, du Logement, du Sport et de la Mode – Tél.: 01/311 50 55

25.9.-27.9.1987 – Dusseldorf, RFA – Bürotronica

Exposition Régionale des Ordinateurs Electroniques
Tél.: 0203/7 43 64

25.9.-5.10.1987 – Marseille, France

Foire Internationale – Tél.: 91/76 16 00

26.9.-4.10.1987 – Essen, RFA – CARAVAN SALON

Salon International de la Caravane – Tél.: 0201/7 24 40

26.9.-4.10.1987 – Bruxelles, Belgique – PHOCIGRAF

Exposition de Matériel Photographique, Cinéma et Vidéo
Tél.: 219 15 06

26.9.-3.10.1987 – Bruxelles, Belgique –

SALON AUDIO-VIDEO

Salon des Nouveautés dans le Domaine TV, Radio, Vidéo et HI-FI – Tél.: 02/2 17 27 75

26.9.-4.10.1987 – Graz, Autriche

Foire Internationale d'Automne – Tél.: 0316/7 96 91

27.9.-28.9.1987 – Berne, Suisse – BABY

Salon des Articles pour Bébé – Tél.: 032/84 65 04

27.9.-29.9.1987 – Londres, Grande-Bretagne

Salon de l'Enfant – Tél.: 01/390 22 11

27.9.-30.9.1987 – Utrecht, Pays-Bas – FLEUR

Salon National pour Fleuristes – Tél.: 030/95 59 11

29.9.-1.10.1987 – Trèves, RFA – TKT

Exposition du Transfer de Technologies et de Connaissances – Trèves – Tél.: 0651/2 80 85

29.9.-4.10.1987 – Toulouse, France

Salon International des techniques et énergies du futur SITEF
Tél.: 33/61 33 65 00

29.9.-2.10.1987 – Francfort, RFA – AIR CARGO

Salon International et Congrès du Fret Aérien
Tél.: 07072/7 56 41

29.9.-2.10.1987 – Francfort, RFA – INTER AIRPORT

Salon International pour la Construction d'Aéroport, l'Équipement pour le Service au Sol, les Systèmes de Communication et d'Électronique, le Ravitaillement d'Aéroport
Tél.: 07072/7 56 41

Octobre 1987 – Bruxelles, Belgique

Salon International de la Quincaillerie et des Articles Ménagers
Tél.: 02/478 48 60

Octobre 1987 – Londres, Grande-Bretagne – DECOREX

Exposition de Décoration Intérieure – Tél.: 01/833 33 73

Octobre 1987 – Londres, Grande-Bretagne – IFSAT

Exposition Internationale de Technologie, d'Équipement et de Service pour Finance – Tél.: 01/940 60 65

1.10.-12.10.1987 – Metz, France

Foire Internationale – Tél.: 87/75 49 55

2.10.-6.10.1987 – Milan, Italie – MODIT

Exposition Internationale de la Mode Féminine et des Accessoires à la Mode – Tél.: 02/80 14 06

2.10.-6.10.1987 – Milan, Italie – SPOSAITALIA

Exposition des Robes Nuptiales et des Accessoires
Tél.: 02/78 45 51

2.10.-11.10.1987 – Lisbonne, Portugal – INTERCASA

Salon International des Meubles et de l'Éclairage
Tél.: 64 41 61

3.10.-5.10.1987 – Gand, Belgique – ESTETIKA

Exposition des Produits de Beauté, Soins du Corps
Tél.: 091/22 40 22

3.10.-5.10.1987 – Londres, Grande-Bretagne – Salon

Exposition Internationale pour Cheveux et Beauté
Tél.: 01/661 49 64

3.10.-11.10.1987 – Namur, Belgique – MEUBLEXPO

Exposition de l'Ameublement et de la Décoration Intérieure
Tél.: 081/22 09 21

3.10.-11.10.1987 – Paris, France

Exposition de la Maison Individuelle – Tél.: 01/45 05 14 37

3.10.-11.10.1987 – Luxembourg, Luxembourg

Foire Internationale d'Automne – Tél.: 4 39 91

3.10.-12.10.1987 – Paris, France – FIAC

Foire Internationale d'Art Contemporain – Tél.: 01/45 62 84 58

4.10.-6.10.1987 – Lausanne, Suisse – SERATEX

Semaine d'Achat de l'Habillement pour Dames, Hommes, Enfants et Accessoires – Tél.: 021/45 11 11

4.10.-7.10.1987 – Munich, RFA

Mode-Woche-München
Salon International du Prêt-à-Porter – Tél.: 089/51 99 00

6.10.-8.10.1987 – Francfort, RFA – BOOK-PRINT-FAIR

Exposition de l'Imprimerie des Livres et des Magazines
Tél.: 04023/4 00 59

6.10.-8.10.1987 – Karlsruhe, RFA – Büfa Karlsruhe

Salon Professionnel du Bureau – Tél.: 0711/64 43 49

7.10.-11.10.1987 — Saarbrücken, RFA — BUFA-Saar
Exposition de l'Équipement du Bureau — Tél.: 0681/5 30 56

7.10.-11.10.1987 — Saarbrücken, RFA
ENERGIE + UMWELT

Foire Internationale pour les Technologies Énergétiques, les Économies d'Énergie, les Techniques de la Protection de l'Environnement et les Systèmes de Construction en Harmonie avec la Nature — Tél.: 0681/5 30 56

7.10.-11.10.1987 — Saarbrücken, RFA — ZIH
Exposition Soustraitante pour l'Industrie et Artisanat
Tél.: 0681/5 30 56

7.10.-12.10.1987 — Francfort, RFA
Foire du Livre de Francfort — Tél.: 069/2 10 21

8.10.-10.10.1987 — Stuttgart, RFA — ELTEFA
Salon Professionnel de l'Électrotechnique et l'Électronique
Tél.: 0711/2 58 90

8.10.-12.10.1987 — Bruxelles, Belgique
Salon de Meubles et de Décoration d'Intérieur
Tél.: 02/522 61 99

9.10.-18.10.1987 — Hanovre, RFA — Die Infa
Exposition des Biens de Consommation — Tél.: 0511/34 50 51

10.10.-15.10.1987 — Cologne, RFA — ANUGA
Marché Mondial de l'Alimentation (consuma, gastroma, technica) — Tél.: 0221/82 11

10.10.-15.10.1987 — Paris, France
Salon International Photo-Vidéo-Cinéma

10.10.-25.10.1987 — Bruxelles, Belgique
Salon de l'Alimentation et des Arts Ménagers
Tél.: 02/218 08 45

13.10.-16.10.1987 — Francfort, RFA — BROADCAST
Salon International de l'Audiovisuel et du Cinéma
Tél.: 069/7 57 50

14.10.-17.10.1987 — Francfort, RFA
Salon International pour la Conception de l'Environnement
Tél.: 069/7 57 50

14.10.-17.10.1987 — Vienne, Autriche
Foire Internationale de l'Électronique Industrielle
Tél.: 0222/597 38 66

15.10.-17.10.1987 — Essen, RFA — IKK
Salon International des Techniques du Froid et de la Climatisation — Tél.: 0911/8 60 60

15.10.-18.10.1987 — Oslo, Norvège
MÖBELMESSEN
Salon Spécialisé de l'Industrie de Meuble — Tél.: 02/43 80 80

15.10.-18.10.1987 — Salzburg, Autriche
Salon Autrichien du Meuble — Tél.: 0662/37 55 10

15.10.-19.10.1987 — Berne, Suisse
Salon Suisse du Meuble — Tél.: 063/22 59 55

16.10.-18.10.1987 — Londres, Grande-Bretagne
Exposition de la Création d'Entreprise et du Franchising
Tél.: 01/727 19 29

16.10.-22.10.1987 — Paris, France — EQUIPAUTO
Salon International des Industries d'Équipement et d'Entretien de l'Automobile — Tél.: 01/45 05 14 37

17.10.-19.10.1987 — Wiesbaden, RFA
Salon Professionnel International Souvenir et Cadeaux
Tél.: 06121/7 23 73

17.10.-22.10.1987 — Barcelone, Espagne — HOSTELCO
Exposition Internationale de l'Hôtellerie et des Collectivités
Tél.: 93/223 31 60

Pour tous renseignements complémentaires la Chambre de Commerce se tient à votre disposition.

En ce qui concerne les dates indiquées, nous vous prions d'en demander confirmation auprès de l'organisation avant votre départ.

PHOTOCOPIES

Multi - mini - maxi



Chez Büro-Servicing, il y a de bonnes nouvelles pour tous ceux qui veulent faire de vraies affaires!

Toutes les caractéristiques d'un grand copieur au prix d'un petit modèle; c'est le Nashua 5120: format DIN A3, DIN A4, agrandissement et réduction, zoom, 20 copies par minutes, autodiagnostic ...

Un copieur "incopiable" pour un prix "incroyable".

Le Nashua 5120 avec son "Copy Kit" est à vous pour 155.000 Flux TTC seulement!

Un atout pour vous, cet accessoire adapté spécialement par NASHUA à ce photocopieur polyvalent : papier, toner et silicone ainsi qu'une maintenance gratuite pour 30.000 copies. Et tout ceci inclus dans notre prix!

C'est ce que vous offre Büro-Servicing du 15 juillet au 30 septembre 87, si vous vous décidez pour l'achat ou le leasing du Nashua 5120.

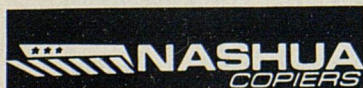
Pareille offre est unique en son genre ... Dépêchez-vous d'en profiter!

Chez Büro-Servicing, on n'a pas fini de vous étonner ...

• büro-SERVICING
LUXEMBOURG-BONNEVOIE 22, rue du Laboratoire

Tel: **49 56 66**

Exposition - vente - service après-vente



Official Dealer

Projets de loi et de règlements soumis pour avis à la Chambre de Commerce

Ministère de la Santé

- * Projet de règlement ministériel modifiant le règlement ministériel du 2 mars 1982 portant exécution du règlement grand-ducal du 25 février 1980 concernant le contrôle des viandes et de certaines denrées alimentaires.
- * Projet de règlement ministériel relatif à la mention du titre alcoométrique volumique dans l'étiquetage des boissons alcoolisées destinées au consommateur final.

Ministère du Travail

- * Projet de règlement grand-ducal concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'administration de l'emploi en matière d'indemnisation du chômage complet.

Ministère de l'Environnement

- * Projet d'arrêté ministériel relatif à l'étiquetage des produits contenant des polychlorobiphényles et/ou des polychloroterphényles.
- * Avant-projet de loi relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.

Ministère des Transports

- * Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 22 janvier 1985 relatif à l'autorisation de services aériens réguliers interrégionaux pour le transport de passagers, d'articles postaux et de fret entre Etats-membres.
- * Projet de règlement ministériel modifiant le règlement ministériel du 30 juin 1982 sur les matières et les modalités de l'examen et des cours de recyclage ainsi que sur la composition et le fonctionnement de la commission d'examen prévus à l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Ministère des Travaux Publics

- * Révision du cahier général des charges. (Amendements)

Ministère des Finances

- 1) Projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 152bis, paragraphe 10 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.
- 2) Projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 152bis, paragraphe 7, alinéa 1er, no 2 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.
- 3) Projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 152bis, paragraphe 9 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Ministère de la Justice

- * Projet de loi concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme.
- * Projet de loi relatif à la responsabilité civile du fait des produits défectueux.

Ministère de l'Agriculture et de la Viticulture

- * Projet de règlement du Gouvernement en Conseil portant création d'une appellation de qualité pour le beurre luxembourgeois.
- * Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 15 juillet 1985 définissant les règles spéciales applicables à la commercialisation du bétail de boucherie.

Ministère de l'Economie et des Classes Moyennes

- * Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel, d'architecte, d'ingénieur, d'expert comptable et de conseil en propriété industrielle.

**EUROPAGES N'EST PAS POUR
LES FRILEUX, IL FAIT PRENDRE
L'AIR AUX AFFAIRES.**



Être présent dans Europages, c'est prospecter 11 pays européens dans lesquels 286 000 exemplaires parlent de vous. Ouvrir Europages, c'est rencontrer 130 000 entreprises européennes répertoriées par secteur d'activité. Europages 5^e édition: pour vendre large et acheter mieux.

EUROPAGES. L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES.
EUREDIT, 8, rue de l'Hôtel-de-Ville, 92200 Neuilly-sur-Seine, France. Tél: (1) 47 47 03 70.

LES FIDÉLES



Les J5 et J9. Vos compagnons de chaque jour. Robustes et fiables, ils sont la fidélité même. Mais avec les services Peugeot en plus.

Comme l'abonnement gratuit à "Ecoute 24": pendant un an, dépannage et remorquage jour et nuit, où que ce soit en Europe. Peugeot connaît aussi votre statut d'indépendant: il a donc créé une formule de financement spéciale adaptée à vos préoccupations.

Sans oublier enfin le service immédiat d'entretien et de petites réparations en moins d'une heure, et ce sans rendez-vous, le service assistance et le contrat entretien.

Tout ce qui fait des Peugeot J5 et J9 des véhicules vraiment utilitaires, vraiment fidèles.

Garage Rodenbourg
Luxembourg-Strassen

Garage Burggraff
Tarchamps

Garage Faber
Ingeldorf

Garage Camille Reding
Esch/Alzette

Garage du Sud
Schifflange

Garage Weber
Remerschen

Un constructeur sort ses griffes.

 **PEUGEOT J5/J9**
V O S A S S O C I É S

Propositions d'affaires

Les sociétés intéressées aux propositions d'affaires mentionnées ci-dessous sont priées de contacter la Chambre de Commerce.

Représentations

- Société belge, fabricant de purificateurs à membranes d'osmose, cherche importateur/revendeur pour le Luxembourg (secteur privé, Horeca et industrie).
- Entreprise belge active dans le domaine des grues forestières cherche revendeur luxembourgeois capable d'effectuer les réparations et d'assurer le service après-vente.
- Société espagnole, fabricant de mobiliers/systèmes de bureau, cherche importateur/distributeur au Luxembourg.
- Société italienne, fabricant de robinetterie de luxe pour salle de bain, cherche importateur/agent pour le Luxembourg; coopération plus étroite peut être envisagée.
- Société allemande active dans le montage de stand pour foires, cherche agent/représentant au Luxembourg.

- Société américaine implantée en Allemagne cherche représentant à Luxembourg pour divers accessoires d'ordinateur.

Offres de service

- Société anglaise de conseils en marketing offre aux sociétés étrangères, désireuses d'exporter leurs produits industriels au Royaume-Uni, ses services.
- Société japonaise offre ses services de marketing et de consultant aux entreprises qui désirent entrer sur le marché japonais.
- Société néerlandaise offre ses services de publicité audiovisuelle et de bureau à des entreprises qui désirent exporter vers les Pays-Bas.

Sie investieren in Ihrem Unternehmen

- Wir helfen Ihnen bei der Aufstellung Ihres Finanzierungsplanes.
- Wir beraten Sie über die staatlichen Investitionshilfen.
- Unter gewissen Voraussetzungen übernehmen wir eine Bürgschaft und erleichtern somit die Aufnahme eines Darlehens bei einem Finanzinstitut.

Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants s.c.
LUXEMBOURG, B.P. 1503, Tél.: 43 58 53

La Chambre de Commerce est à votre service :

- Consultations juridiques gratuites
- Renseignements commerciaux
- Informations sur le commerce extérieur
- Documentation économique
- Formation professionnelle
- Assistance technique aux petites et moyennes entreprises.

Quels que soient vos problèmes, adressez-vous à la Chambre de Commerce, qui tient ses services spécialisés à la disposition de ses ressortissants.

Que faut-il pour une bonne gestion de fortune ?

une expérience internationale un savoir-faire éprouvé un service personnalisé



Lugano, Zurich, Chiasso, Lausanne,
Locarno, Luxembourg, Nassau

Banque du Gothard


l'expérience dans la gestion de fortune

La gestion de fortune est une affaire de spécialistes : les banquiers suisses possèdent une grande expérience dans ce domaine.

Dès notre fondation, une clientèle internationale exigeante est suivie par nos experts.

A Luxembourg, vous pouvez aussi bénéficier de notre service de conseil.

M. L. Ottaviani - Directeur
MM. P.F. De Vita, Ch. Genson - Sous-directeurs
6, Avenue Marie-Thérèse/Luxembourg
tél. 46 15 66-7-8



– Vous savez peut-être que mon entreprise, une PME, est en pleine expansion. L'augmentation du chiffre d'affaires dépasse largement mes prévisions. Pourrais-je compter sur vous pour me seconder dans cette phase importante de croissance de mon entreprise?

– Vous pouvez en effet compter sur nous, tant en ce qui concerne le côté financier que de toute autre manière.

– Très bien; parce qu'à vrai dire, je croyais que vous vous orientiez surtout vers les entreprises importantes à caractère international.

– Nous sommes en effet connus dans ce domaine, c'est un fait, mais conscients de l'importance économique des PME, nous avons depuis toujours mis notre savoir-faire à leur service. Un membre de notre équipe de conseillers PME sera à votre disposition comme conseiller personnel. Vous allez constater que notre expérience, nos relations et notre disponibilité se traduiront positivement pour votre entreprise.

– Vous avez dit disponibilité. Qu'entendez-vous par là?

– Mais le fait que par l'intermédiaire de votre conseiller personnel, toute notre banque sera à tout moment à votre service, soit occasionnellement, soit périodiquement, tant pour un conseil d'ensemble, que pour tout problème de détail.

BIL: Le sur-mesure bancaire.



Monsieur
Théo Hollerich,
responsable PME à la
Banque Internationale
à Luxembourg